

L'IRAN ET L'ÉNERGIE : UN ENJEU GÉOPOLITIQUE

par Frank Marchal



© CPCP asbl - décembre 2008

CPCP - Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation asbl
Rue des Deux Eglises, 45 - 1000 Bruxelles - Tél.: 02/238 01 00 - info@cpcp.be - www.cpcp.be



Est-il encore utile de rappeler que passer à la pompe et remplir sa cuve de mazout coûte toujours de plus en plus cher ? Nous assistons au troisième choc pétrolier de l'histoire. Comment peut-on expliquer cette flambée des prix ? D'une part, le pétrole se raréfie et la demande ne cesse de croître. En effet, la Chine et l'Inde sont en plein développement économique et ont besoin d'une quantité toujours accrue d'or noir. Cependant, ceci n'explique qu'en partie la hausse que nous subissons depuis un certain temps. Mais quelles autres explications pouvons-nous donner à ces hausses ? La situation géopolitique¹ et l'insécurité régnante au Moyen-Orient en est une autre.

Il convient de préciser les contours de cette région. Le terme de Moyen-Orient définit une aire culturelle.² Cela signifie qu'il n'a aucune frontière précise. Généralement, Bahreïn, l'Égypte, la Turquie, l'Iran, l'Irak, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Syrie, les Émirats arabes unis, le Yémen et les Territoires palestiniens de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie sont considérés comme faisant partie de cette région.³ Depuis longtemps, le Moyen-Orient est sous haute tension. Cet espace territorial comporte de nombreuses ethnies et nombre d'entre elles sont de confessions différentes. Les conflits religieux y ont été ravivés par la révolution islamique iranienne. La situation en Afghanistan, l'enlisement de la guerre en Irak, l'interminable conflit israélo-palestinien et le terrorisme actif notamment en Arabie Saoudite sont autant d'éléments perturbant la stabilité régionale.

Cette région dispose des principales ressources énergétiques de la terre, sans lesquelles le système économique actuel ne pourrait sans doute pas survivre. Les principales puissances sont impliquées dans un jeu d'une extrême complexité, où chaque État veille à ses intérêts nationaux. Il faut aussi souligner que les États, au vu de la mondialisation, sont interdépendants. Le pétrole suscite les convoitises de nombreux pays qui souhaitent avoir accès aux ressources énergétiques pour répondre à leurs besoins. Dans ce jeu complexe, il est intéressant de se pencher sur le concept de puissance qui est la « capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités.⁴ » L'objectif de nombreuses nations est d'atteindre ou d'affirmer ce statut.

Le nœud des tensions internationales actuelles se situe dans ce pays. La question du nucléaire iranien est-elle un facteur déterminant de l'instabilité géopolitique au Moyen-Orient et même de tensions au niveau international ? Cela influence-t-il fortement les cours du pétrole ? Selon toute vraisemblance, nous répondons par l'affirmative à ces deux interrogations.

¹ La géopolitique se définit comme étant une science humaine qui étudie les implications politiques de la géographie. <http://techno-science.net/?onglet=glossaire&definition=2613>

² Les aires culturelles sont des régions habitées par des peuples qui partagent de nombreuses caractéristiques communes. Néanmoins, cela ne signifie pas pour autant que tous les peuples appartiennent à la même ethnie, ni même qu'ils parlent nécessairement la même langue. Cela implique, par contre, des interactions entre eux comme des relations de pouvoirs, des formes d'alliance, des échanges commerciaux, des ennemis communs, etc.. <http://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9rique>

³ <http://fr.wikipedia.org/Moyen-Orient>

⁴ R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1962.



C'est suite à la découverte fin 2002 du programme d'enrichissement d'uranium que l'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique (AIEA) a été saisie par les parties au Traité de non-prolifération des armes nucléaires.⁵ L'Iran n'a pas respecté ses engagements internationaux en n'avertissant pas l'AIEA de ses intentions. Ce programme serait secrètement développé depuis une vingtaine d'années. L'économie iranienne dépend de son pétrole et lui fournit, notamment, la majorité de son électricité. Les autorités disent développer un volet civil de l'énergie nucléaire pour s'affranchir de cette dépendance. Depuis 2005, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni tentent de trouver un accord avec l'Iran pour qu'il cesse ses recherches nucléaires. Ils proposent des « coopérations » au niveau politique, commercial et même dans le développement de l'énergie nucléaire à des fins civiles. Ces pays ont été rejoints, par la suite, par la Fédération de Russie, la Chine et les États-Unis. Ainsi formés, le *groupe des Six* tentent depuis lors, en vain, de faire plier le régime iranien. Le 19 juillet 2008, ce groupe a rencontré les représentants de la République islamique à Genève pour formuler de nouvelles propositions, sans succès. En 2006, Le directeur général de l'AIEA a soumis la question au Conseil de sécurité de l'ONU. Ce dernier a déjà adopté trois trains de résolutions sanctionnant économiquement (par exemple un embargo sur les biens à double usage⁶) et politiquement la République d'Iran mais aucune avancée notable n'est à déplorer. M. Mahmoud Ahmadinejad a déclaré que l'Iran ne reculerait pas d'un iota face aux grandes puissances sur le dossier nucléaire.

Lorsque surgit un risque au niveau de la sécurité de l'acheminement et/ou des installations pétrolières les spéculateurs anticipent une baisse de l'offre qui provoque irrémédiablement une augmentation des cours du baril. Les prix sont donc, intimement liés à la pacification de cette partie du globe.

Les attitudes de ces Nations ou bloc de Nations varient en fonction de leurs intérêts et de leurs besoins énergétiques. Pour comprendre « le problème » iranien, il faut se pencher sur son système politique (la nature de son régime) et sur ses relations internationales. Ces dernières seront évoquées par rapport au *groupe des six* dans les sections suivantes. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne « représentent » l'Union Européenne.

L'IRAN : LE RÉGIME DES MOLLAHS

L'Iran dispose d'importantes réserves de « brut » auxquelles les grandes puissances s'intéressent. Le pays est le quatrième producteur mondial de pétrole brut et le quatrième exportateur.⁷ L'Iran est le deuxième producteur de brut au sein de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Le pays refuse toute augmentation de la production de l'OPEP, l'offre répondant, selon lui, à la demande. L'Iran doit faire appel à des compagnies étrangères pour raffiner son pétrole car elle ne dispose pas d'infrastructures adéquates. Cependant, c'est le « gouvernement » qui négocie les licences d'exploitation du pétrole

⁵ Les parties au Traité ont pour objectif de parvenir au plus tôt à la cessation de la course aux armements nucléaires et de prendre des mesures efficaces dans la voie du désengagement nucléaire. Les signataires s'engagent à collaborer avec l'AIEA. Le TNP est entré en vigueur en 1970.

⁶ Les biens à double usage sont des produits, des technologies et des logiciels susceptibles d'avoir une utilisation tant civile que militaire.

⁷ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/iran_420/index.html



aux sociétés transnationales. Cela lui donne un moyen de pression économique considérable face à ses interlocuteurs, chaque État voulant imposer ses entreprises.

L'Iran est une République islamique qui repose sur une double légitimité : théocratique et populaire. Elle s'appuie sur la *charia* (loi islamique). Les institutions sont placées, selon la constitution iranienne, sous le contrôle du Guide suprême de la Révolution islamique mondiale, l'Ayatollah Ali Khamenei.⁸ Depuis l'élection, le 24 juin 2005, du président ultra-conservateur, M. Mahmoud Ahmadinejad, le régime s'est durci. Ses propos et son attitude vis-à-vis de l'État Hébreux ont encore plus isolé le pays. De plus, le chef des Gardiens de la Révolution a affirmé que si le régime israélien lançait une frappe sur leurs installations nucléaires, ils n'hésiteraient pas à riposter, leurs missiles étant à portée de tir.

LES ÉTATS-UNIS : LE GENDARME DU MONDE

Les États-Unis ont développé depuis longtemps une politique internationale de *domination*. Ils ont toujours voulu affirmer leur statut de puissance. Cependant, à la chute des régimes soviétiques, nous avons assisté à l'émergence d'un nouvel ordre mondial. La fin de la guerre froide signa l'arrêt de l'opposition du bloc de l'est face au bloc de l'ouest. Le monde se devait d'être repensé d'un point de vue géostratégique. L'OTAN qui fut fondé pour assurer la protection des Occidentaux contre « les communistes » a du aussi se reconstruire une légitimité. Un des principes de base qui fonde une Nation et relie les peuples entre eux, est la croyance en un ennemi commun. Aujourd'hui, ce nouvel ennemi n'est autre que le terrorisme qui est beaucoup moins visible et plus compliqué à démasquer.

Après les attentats du World Trade Center, les États-Unis ont développé une nouvelle stratégie de sécurité (National Security Strategy). Ils ont dressé la liste des « États voyous » sur laquelle figure, entre autre, l'Iran. Ces États sont soupçonnés par l'administration néo-conservatrice américaine de soutenir le terrorisme et de vouloir se procurer ou de détenir des armes de destruction massive (ADM). L'Amérique s'est donnée pour mission d'installer la démocratie libérale dans le reste du monde. Sur ce point, les Américains se heurtent de plein fouet au régime autoritaire et théocratique iranien. L'objectif inavoué des États-Unis est le changement de régime.

L'administration Bush n'écarte pas la possibilité du recours à la force si l'Iran ne cesse son programme nucléaire. Si une telle option était prise, le président iranien a déjà fait savoir qu'il bloquerait le détroit d'Ormuz⁹ par lequel s'achemine quarante pour-cent du brut commercialisé dans le monde. Dans cette éventualité, les cours du baril ne manqueraient pas d'atteindre de nouveaux records.

⁸ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/iran_420/index.html

⁹ Le détroit d'Ormuz relie le Golfe persique à la mer d'Oman qui doit son nom à l'île d'Ormuz, située au sud-est de Bandar Abbas. Les pays frontaliers sont l'Iran, l'Oman et les Émirats Arabes Unis (péninsule arabe).



L'économie américaine est fortement dépendante du pétrole. Pour preuve, la consommation de brut représente vingt-cinq pour-cent de la production mondiale. De plus, ils sont majoritairement importateurs et leur production propre diminue sérieusement. Pour cette raison, les USA ont développé une stratégie claire en matière énergétique visant à investir les secteurs pétroliers et gaziers des pays producteurs. (Energy Policy Act de 2005)

L'UNION EUROPÉENNE : LA VOIE DIPLOMATIQUE

L'Union Européenne a toujours été en faveur de la voie diplomatique pour résoudre la question du nucléaire iranien. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont initié des pourparlers avec l'Iran depuis le début de la crise. Le Conseil a envoyé M. Javier Solana, Haut-Représentant pour la politique extérieure de l'UE afin d'engranger des accords avec l'Iran. Le 22 juillet 2008, les ministres des affaires étrangères réunis à Bruxelles ont réaffirmés cette position. Contrairement aux États-Unis et à Israël, ils ne soutiendront aucune action militaire. Au niveau des sanctions, l'Europe est moins prompte à réagir que les USA. Ces derniers ont gelé les avoirs de la plus importante banque iranienne Meli, l'UE hésite encore.

L'Europe n'a pas de politique clairement définie en matière d'énergie. Les autorités européennes savent qu'il va falloir relever le défi écologique qui passe par la mise sur pied d'énergies alternatives. Cependant, la Commission ne peut que lancer des pistes de solutions comme la publication du Livre vert énergétique. Chaque État membre privilégiant ses propres intérêts nationaux, il n'est pas possible de mener une politique commune.

L'Europe est confrontée au même problème que les Américains, leurs réserves pétrolières en mer du Nord fondent comme neige au soleil. Elle doit donc se tourner vers d'autres partenaires comme la Russie de laquelle elle dépend lourdement. L'UE voudrait s'affranchir de Gazprom¹⁰ (donc de Moscou) et se tourner, entre autre, vers l'Iran qui possède en plus du pétrole, énormément de gaz naturel (deuxième réserve mondiale). Dans ces circonstances, il est difficile pour les Européens d'adopter une position trop tranchée.

¹⁰ Gazprom est une entreprise russe d'extraction et d'acheminement de gaz. (notamment)



LA RUSSIE : DES ENVIES DE PUISSANCE

Outre le pétrole, la Russie détient aussi de nombreuses ressources gazières desquelles l'UE est fortement dépendante. Le Kremlin voit en ses ressources un moyen de redevenir un acteur majeur sur la scène géopolitique internationale. Elle entend donc surveiller la politique commerciale de ses concurrents vu qu'elle n'est pas membre de l'OPEP. La Russie, comme l'Iran, est en faveur d'une politique des prix élevés du brut pour s'assurer une pérennité financière à long terme.

La Russie entend entretenir des relations de bon voisinage avec l'Iran. Moscou voit en lui un allié de poids dans la région pour développer sa zone d'influence à toute l'Asie Centrale.¹¹ Les Russes vendent beaucoup d'armes aux Iraniens et, depuis 2005, ils leur fournissent du combustible pour terminer la centrale nucléaire de Bushehr. Tout comme la Chine, ils ne sont pas favorables à des sanctions contre l'Iran et, surtout, ils remettent en cause l'hégémonie américaine.

LA CHINE : LE NOUVEAU GÉANT MONDIAL

La Chine est responsable, en grande partie, de l'accroissement de la demande mondiale. Le charbon, ressource abondante du pays, lui procure, pour l'instant, l'essentiel de son énergie. La Chine court après les matières premières pour nourrir son impressionnante croissance. Il est devenu le deuxième importateur mondial de brut. De facto, la politique chinoise peut avoir une influence sur les cours du baril. Pour preuve, le baril a perdu près de cinq dollars lorsque Pékin a relevé les prix du carburant le 20 juin 2008 ce qui entraîna une légère baisse de la demande intérieure. D'ici vingt-cinq ans, l'Empire du Milieu sera le plus grand importateur mondial de pétrole.¹² Il entrera, par conséquent, en concurrence directe avec les États-Unis. La lutte pour imposer leurs compagnies en Iran fait rage.

Son attitude est opposée à celle des USA, elle accepte du bout des lèvres les sanctions prises à l'encontre de l'Iran car ce dernier lui fournit une grande partie de ses besoins pétroliers. Comme la Russie, la Chine veut affirmer son statut de puissance sur l'échiquier planétaire.

¹¹ L'Asie Centrale se compose de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et du Kazakhstan.

¹² E.Chol et G.Dupuy, « Pétrole la spirale infernale » in *Le Vif l'express*, n°2976, 18-30 juillet 08, pp 94 à 98.



CONCLUSION

Pour faire plier le régime iranien, il faudrait donc sanctionner le moteur même de son économie c'est-à-dire le pétrole et le gaz naturel. Les puissances ne sont pas prêtes de franchir ce pas car la viabilité du système économique actuel dépend encore principalement des énergies fossiles. Les remous et les rivalités au Moyen-Orient continueront, de ce fait, d'animer les fluctuations des cours de l'or noir. Chaque acteur veillant à ses propres intérêts, il est extrêmement difficile de trouver un terrain d'entente sur les sanctions à adopter contre l'Iran. Ce dernier dispose d'un moyen de pression extraordinaire pour faire plier ses rivaux : le pétrole. Celui-ci est sans aucun doute un élément de mesure de la puissance d'un pays !





SOURCES

<http://fr.news.yahoo.com> (dépêches AFP AP REUTERS)

<http://europa.eu>

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/iran_420/index.html

<http://techno-science.net/?onglet=glossaire&definition=2613>

<http://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9rique>

<http://www.radio-Canada.ca/nouvelles/Economie-Affaires/2008/06/27/001-petrole-prix-vendredi.shtml>

<http://fr.wikipedia.org/Moyen-Orient>

R.Aron, Paix et guerre entre les nations, Calmann-Levy, Paris, 1962.

E.Chol et G.Dupuy, « Pétrole la spirale infernale » in Le Vif l'express, n°2976, 18-30 juillet 08, pp 94 à 98.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.